



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 15/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOLE MIO

20 avenue du Guimand
26120 Malissard

Références : 20241108-RAP-DAEN1039
Code AIOT : 0010300099

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/11/2024 dans l'établissement SOLE MIO implanté 20 avenue du Guimand 26120 Malissard. L'inspection a été annoncée le 24/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOLE MIO
- 20 avenue du Guimand 26120 Malissard
- Code AIOT : 0010300099
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'usine est spécialisée dans la fabrication de pizzas au feu de bois surgelées. Elle dispose de stockages de matières premières, d'emballages et de produits finis, de groupes froids fonctionnant

à l'ammoniac et de tours aéroréfrigérantes.

L'inspection a contrôlé les détecteurs d'ammoniac des deux salles de machines ammoniac (SDM 1 et SDM2) uniquement.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Délais
NC14_2021 – Dispositions constructives de locaux de production	AP Complémentaire du 21/12/2023, article 9.1.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30/06/2025
NC11_2018 – Margelle bétonnée autour du forage	AP Complémentaire du 21/12/2023, article 4.2.3.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	31/03/3025
NC1_2023 – Conformité des salles des machines ammoniac	Arrêté Préfectoral du 21/12/2023, article 9.7.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	31/12/2024
NC2_2023 – détection NH3 nouveau groupe	Arrêté Préfectoral du 21/12/2023, article 9.7.17	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
NC3_2023 – réception appareil à pression nouveau groupe NH3	Arrêté Préfectoral du 21/12/2023, article 9.7.21	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
NC1_2024 - Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	31/12/2024
NC2_2024 - Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	31/12/2024
NC3_2024 - Entretien des séparateurs	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article	Avec suites, Demande d'action	Demande de justificatif à	31/12/2024

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Délais
hydrocarbures sur les eaux pluviales	43-II	corrective	l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
NC1_2022 – Situation administrative	AP Complémentaire du 21/12/2023, article 1.2.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale
NC10_2018 – Cimentation annulaire du forage F2	AP Complémentaire du 21/12/2023, article 4.2.3.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les détecteurs d'ammoniac identifiés comme étant manquants ont été ajoutés dans les salles des machines mais ne sont pas correctement positionnés. Cela peut retarder la détection d'une fuite et la mise en sécurité des installations.

La réception du groupe froid ammoniac modifié au titre des appareils à pression n'est toujours pas réalisée alors que celui-ci est en fonctionnement.

Les rejets aqueux sont non-conformes principalement sur le pH et la température. L'exploitant a prévu un plan d'actions.

2-4) Fiches de constats

NC1_2022 – Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/12/2023, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 26/06/2023 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale date d'échéance qui a été retenue : 21/07/2023
Prescription contrôlée :

2220 : 33,3 t/j
2221 : 15,6 t/j

Constats :

Constats lors de la visite du 04/07/2022 :

L'exploitant a présenté un bilan des matières entrantes de 2022. 13 jours de production sont supérieurs à la limite cumulée des rubriques 2220 et 2221 (48,9 t/j) avec un maximum à 56,7 t/j le 19/01/2022. L'exploitant indique que cela est lié à la fabrication d'une nouvelle recette de pizzas plus garnies.

L'exploitant doit transmettre son plan d'actions afin de respecter son arrêté préfectoral concernant le respect du seuil des rubriques 2220 et 2221 d'ici le 31/07/2022.

Par courriel du 28/07/2022, l'exploitant indique qu'il envisage une meilleure répartition de la production des grandes et petites pizzas afin de lisser la charge et respecter le seuil autorisé. Il envisage de mettre en place un suivi hebdomadaire des quantités de matières mises en oeuvre quotidiennement.

Constats lors de la visite du 26/06/2023 :

L'exploitant a présenté un suivi de la production journalière : le tonnage journalier est dépassé 17 fois depuis début 2023. Il précise avoir mis en place une organisation de la production de manière à ce que les journées où les plus grosses pizzas sont fabriquées, les plus petits modèles les accompagnent. Cela ne suffit tout de même pas. L'exploitant indique qu'un porter à connaissance demandant une augmentation de capacité à 75 t/j (2220+2221) est prévu pour septembre 2023. A noter que la demande d'augmentation sera accompagnée d'une augmentation proportionnelle de la consommation d'eau.

Dans l'attente de la transmission d'un porter à connaissance complet avec demande de cas par cas, l'exploitant doit respecter les maximums de production autorisés sans délai.

Constats lors de la visite du 04/11/2024

L'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance le 17/10/2023 complété le 27/02/2024, le 03/05/2024, le 24/09/2024 et le 08/10/2024. Le dossier est en cours d'instruction. L'exploitant a répondu à la demande.

Type de suites proposées : Sans suite

NC14_2021 – Dispositions constructives de locaux de production

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/12/2023, article 9.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 26/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2024

Prescription contrôlée :

Les locaux abritant les installations de production doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- murs séparatifs avec les locaux à risques coupe-feu de degré 2 h,
- planchers haut coupe-feu de degré 2 h,
- portes intérieures coupe-feu de degré 1/2h, 1h dans les murs coupe-feu 2 h,
- portes donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré 1/2h ;
- matériaux de classe M0 à l'exception des cloisons frigorifiques qui sont au minimum classe M1.

La séparation avec les locaux à risques, prévue au présent article est au moins en place vis-à-vis du stockage d'emballage, des salles des machines, du local alimentation four et du local transformateur.

Constats :**Suites de l'inspection du 15/11/2021 :**

L'exploitant n'a pas justifié de la résistance au feu des locaux de production.

Délai : 30/06/2022

Constats lors de la visite du 04/07/2022 :

L'exploitant indique ne pas avoir progressé sur ce sujet compliqué.

Un délai jusqu'au 30/06/2023 est accordé.

Constats en 2023 :

L'exploitant a transmis :

- les rapports de réaction au feu des panneaux sandwichs autoportants (A2s1d0, Bs1d0 et EI120)
=> ok minimum M1 respecté.

- le rapport de résistance au feu des blocs-portes métallique à un vantail (EI120)
=> ok résistance suffisante.

Cependant, l'exploitant n'a pas fourni d'élément concernant l'emplacement de ces matériaux sur son site lors de la construction.

L'exploitant doit disposer d'éléments indiquant la localisation des matériaux utilisés sur le site. Un plan récapitulant l'emplacement des différents matériaux peut permettre de synthétiser cela.

Délai reporté au 30/06/2024

Constats du 04/11/2024 :

L'exploitant indique avoir consulté plusieurs bureaux d'études mais qu'aucun ne peut s'engager sur des constructions non suivies par leur soin. Une négociation est en cours avec un bureau d'études.

L'exploitant s'engage à transmettre un devis validé pour fin 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre le devis validé pour la réalisation d'une étude attestant du degré coupe-feu des bâtiments d'ici le 31/12/2024 et doit remettre les éléments justificatifs d'ici le 30/06/2025 (délai reporté à nouveau).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/12/2023, article 4.2.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 26/06/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 30/09/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La cimentation annulaire est obligatoire, elle se fera sur toute la partie supérieure du forage, jusqu'au niveau du terrain naturel. Elle se fera par injection par le fond, sur au moins 5 cm d'épaisseur, sur une hauteur de 10 m minimum, voire plus, pour permettre d'isoler les venues d'eau de mauvaise qualité. La cimentation devra être réalisée entre le tube et les terrains forés pour colmater les fissures du sol sans que le prétubage ne gêne cette action et devra être réalisée de façon homogène sur toute la hauteur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat lors de la visite du 01/03/2018 : Pour le forage de 2017, la cimentation annulaire n'est présente qu'entre 0 et -5m.</p> <p>Suites de l'inspection du 15/11/2021 : Le forage F2 n'est toujours pas conforme pour la cimentation annulaire. Délai : 30/06/2022</p> <p>Constat lors de l'inspection du 04/07/2022 : L'exploitant a mis en place des blocs rocheux afin d'interdire l'accès des véhicules autour du forage F2. Il indique être en contact avec un foreur pour refaire un nouveau forage mais que les délais sont très longs. Le délai est reporté au 30/06/2023.</p> <p>Constats de 2023 : L'exploitant a transmis une coupe du forage F2 indiquant que ce dernier est cimenté sur les 5 m premiers mètres. Il indique qu'il envisage des demandes de dérogation dans son porter à connaissance de septembre 2023. Le délai est reporté au 30/09/2023.</p> <p>Constats du 04/11/2024 : L'exploitant a sollicité une demande de dérogation relative à la cimentation annulaire dans son dossier de porter à connaissance. La dérogation va pouvoir être accordée. Le sujet est donc devenu obsolète.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/12/2023, article 4.2.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 26/06/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 30/09/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains qui sont conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines, il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m² au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat lors de la visite du 01/03/2018 : Les deux forages ne comportent pas de margelle bétonnée de 3 m² autour de leur tête au-dessus du niveau du terrain naturel.</p> <p>Suites de l'inspection du 15/11/2021 : Le forage F2 ne comporte pas de margelle bétonnée. Délai : 30/06/2022</p> <p>Constat lors de la visite du 04/07/2022 : L'exploitant a mis en place des blocs rocheux afin d'interdire l'accès des véhicules autour du forage F2. Il indique être en contact avec un foreur pour refaire un nouveau forage mais que les délais sont très longs. Le délai est reporté au 30/06/2023.</p> <p>Constats du 04/11/2024 : L'exploitant indique dans son dossier de porter à connaissance que l'absence de margelle n'a pas d'impact sur la qualité de la nappe phréatique. Cependant, il ne sollicite pas de dérogation. L'exploitant indique qu'il était dans l'attente de l'obtention de la dérogation pour la cimentation annulaire du forage afin de savoir s'il mettait complètement le forage en conformité ou non avant de faire la margelle bétonnée autour du forage F2. Les travaux n'ont pas été menés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'obtention de la dérogation pour la cimentation annulaire du forage F2 étant en bonne voie, le délai de mise en conformité de la margelle bétonnée est reporté à nouveau jusqu'au 31/03/2025.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2023, article 9.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 26/06/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 30/09/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Salle des machines et ventilation</p> <p>Les salles des machines doivent être conformes aux normes en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constats précédents</p> <p>Par courriel du 30/11/2022, l'exploitant a transmis un rapport de vérification des 3 salles des machines ammoniac par la société CLAUGER. Ce rapport fait état de non-conformité graves.</p> <p>Par courriel du 01/12/2022, l'inspection a demandé à l'exploitant de transmettre un plan d'actions avec échéancier très court pour les non-conformités identifiées en "feu rouge" d'ici le 07/12/2022.</p> <p>Par courriel du 05/12/2022, l'exploitant a transmis un plan d'actions.</p> <p>L'inspection a fait le point sur la mise en conformité suite au rapport CLAUGER du 24/11/2022. Une partie des points « feu rouge » (priorité 1) a été traitée. Les points restants sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - définir la procédure d'accès en cas d'intervention des secours ; - mettre à jour l'étude de dangers afin d'intégrer les modifications sur les installations ammoniac non prises en compte dans l'étude de dangers (prévu porter à connaissance en septembre 2023) ; - envoyer le rapport de contrôle, l'étude d'implantation des capteurs NH3 et le plan des capteurs ; - protéger la TAR n°3 contre les risques de heurts d'engins ou de véhicules. <p>Par courriel du 28/06/2023, l'exploitant a transmis une photo de la glissière mise en place à proximité de la TAR n°3 contre les risques de heurt. Cela répond à la demande.</p> <p>L'exploitant doit lever l'intégralité des points de non-conformités « feu rouge » restants d'ici le 30/09/2023.</p> <p>Constats du 04/11/2024 :</p> <p>L'exploitant a transmis la mise à jour de l'étude de dangers relative aux installations ammoniac (dernière version 24/09/2024). Le point restant est donc celui visant à définir la procédure d'accès en cas d'intervention des secours. L'exploitant indique que le sujet est en cours via le prestataire CLAUGER mais que celui-ci attend la finalisation des installations pour réaliser la procédure complète. L'exploitant déclare relancer son prestataire chaque semaine. L'exploitant a connaissance des actions à mener afin de pouvoir accéder aux salles des machines en cas de fuite d'ammoniac.</p> <p>L'exploitant n'a pas répondu à la demande.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant ayant connaissance de la procédure à suivre afin d'accéder aux salles des machines en cas de fuite d'ammoniac, le délai de transmission de la procédure d'accès aux salles des machines en cas de fuite d'ammoniac est reporté au 31/12/2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

NC2_2023 – détection NH₃ nouveau groupe

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2023, article 9.7.17
Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 26/06/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 21/07/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident. L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable. L'exploitant doit dresser la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et doit déterminer les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Des détecteurs de gaz sont mis en place dans les zones présentant les plus grands risques en cas de dégagement ou d'accumulation importante de gaz ou de vapeurs toxiques. Les zones de sécurité sont équipées de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité sont adaptés aux situations. Ces détecteurs doivent être de type toximétrie dans les endroits où les employés travaillent en permanence ou susceptibles d'être exposés, et de type explosimétrie dans les autres cas où peuvent être présentes des atmosphères confinées.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Constats précédents</p> <p>L'exploitant déclare que le nouveau groupe ammoniac implanté dans la salle des machines dite « 2014 » est connecté au circuit n°2 de surgélation existant. Le groupe est mis en pression avec de l'ammoniac une fois par semaine afin d'entretenir les joints, sans augmentation de la quantité d'ammoniac dans la salle des machines.</p> <p>L'implantation correcte de détecteurs n'est pas vérifiée.</p> <p>Par courriel du 06/07/2023, l'exploitant transmet un courriel de CLAUGER qui confirme la mise en service d'un détecteur ammoniac au-dessus du nouveau groupe froid. L'exploitant a transmis le bon de commande du 06/06/2023 pour l'étude d'implantation des détecteurs ammoniac par CLAUGER.</p> <p>Les détecteurs doivent être correctement implantés afin de détecter le risque ammoniac pour le</p>

nouveau groupe d'ici le 21/07/2023. L'exploitant doit être en mesure de le justifier. La demande a déjà été formulée auprès de l'exploitant par courrier du 06/07/2023.

Constats du 04/11/2024 :

L'exploitant a transmis la note d'implantation des détecteurs ammoniac dans son étude de dangers version du 24/09/2024 (annexe 5).

L'inspection a vérifié l'implantation des détecteurs conformément à l'étude d'implantation en salle des machines (SDM) "2014" et "2011". 3 détecteurs sont présents dans la SDM "2014" ; 2 détecteurs sont présents dans la SDM "2011" et un détecteur (voie 3) est présent au-dessus du condenseur hors salle des machines SDM "2011".

Dans la SDM "2014", 2 détecteurs "voie 1" et "voie 2" ne sont pas implantés tel que prévu dans l'étude d'implantation (mauvaise localisation mais à une hauteur convenable). Dans la SDM "2011", le détecteur "voie 2" est trop haut (environ 5 m de hauteur, bien trop au-dessus des soupapes).

Le rapport de vérification des détecteurs de la société LEMS du 31/10/2024 indique l'étalonnage des détecteurs. Celui-ci est très imprécis sur les détecteurs étalonnés (pas de n° de série, localisation imprécise) et le gaz étalon utilisé laisse l'inspection perplexe (amine). De plus, la chaîne d'asservissement n'a pas été testée.

Le rapport indique qu'un détecteur ammoniac est mis en service au niveau du surgélateur n°4 avec une gamme d'étalonnage 0-100 ppm.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

A noter que le nouveau groupe de la SDM "2014" est en charge en ammoniac et qu'il est utilisé. Le surgélateur n°4 (ligne de production 7/8) n'est pas en service et ne contient pas d'ammoniac.

L'exploitant doit positionner les détecteurs d'ammoniac selon les préconisations de l'étude préalable d'implantation des détecteurs ammoniac jointe dans son étude de dangers sous 15 jours. Le rapport de contrôle des détecteurs ammoniac doit être précis quant aux gaz étalon utilisés, à la localisation des détecteurs testés et les détecteurs doivent être aisément identifiables.

La chaîne de mise en sécurité complète et les asservissements associés doivent être testés sous 15 jours.

En l'absence de mise en conformité rapide, une mise en demeure sera proposée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

NC3_2023 – réception appareil à pression nouveau groupe NH₃

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2023, article 9.7.21

Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 26/06/2023

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 21/07/2023

Prescription contrôlée :

Conformément aux dispositions de la réglementation des appareils à pression, le mode opératoire de soudage, les contrôles des soudures et l'aptitude professionnelle des soudeurs doivent faire l'objet d'une qualification.

L'installation doit être conforme en tous points à la réglementation en vigueur concernant les appareils à pression de gaz, les compresseurs frigorifiques et les canalisations d'usine. La prise en compte des normes en vigueur est recommandée pour l'installation de production et de mise en œuvre du froid.[...]

Titre 5 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples

Constats :

Constats précédents

Le nouveau groupe n'est pas réceptionné au titre des appareils à pression.

L'exploitant doit transmettre les contrôles réalisés au titre des appareils à pression sur son nouveau groupe froid d'ici le 21/07/2023. La demande a déjà été formulée auprès de l'exploitant par courrier du 06/07/2023.

Par courriel du 27/07/2023, l'exploitant a transmis les éléments suivants :

- le procès-verbal de réception du surgélateur n°2 avec levées des réserves par la société CLAUGER du 27/07/2023 ;
- le procès-verbal de réception partielle phase 1 du nouveau condenseur évaporatif, réservoir HP + échangeur, ensemble de tuyauteries en salle des machines et combles du 27/07/2023 par la société CLAUGER (certaines réserves non levées : détection pH + s'assurer du bon fonctionnement avec 2 groupes en fonction) ;
- le procès-verbal de réception partielle phase 2 du nouveau groupe de compression GEA Grasso SP2 (groupe 2 - SDM 1), d'une nouvelle armoire électrique, d'un ensemble de tuyauteries dans la salle des machines du 27/07/2023 par la société CLAUGER (une réserve non levée : liaison des deux groupes froids à modifier pour pilotage et automatisme).

Constats du 04/11/2024 :

Le surgélateur n°4 (ligne 7/8) n'est pas en fonctionnement. En revanche, l'inspection a constaté l'exploitation d'un système de réfrigération à l'ammoniac dans la salle des machines "2014" (groupe 2 - SDM 1). Ce système frigorifique est un ensemble appareils à pression qui doit faire l'objet d'un suivi en service en application de l'arrêté ministériel du 20/11/2017. Ce système frigorifique ayant fait l'objet de modifications, il doit faire l'objet des contrôles réglementaires après intervention. L'exploitant n'a pas présenté les compte-rendus de ces contrôles. Les équipements sont en situation irrégulière.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit informer l'inspection des mesures mises en place pour régulariser la situation de cet équipement sous 15 jours et transmettre sous 1 mois le compte-rendu de contrôle après intervention sur le système frigorifique de la salle des machines "2014" (groupe 2 - SDM 1).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

NC1_2024 - Respect des périodicités minimales de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 13/05/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Constats de l'inspection de mars 2024</p> <p>L'arrêté préfectoral du 21/12/2023 prévoit à l'article 4.5.1 les fréquences d'analyses suivantes (et l'arrêté précédent du 01/10/2021 prévoyait les mêmes fréquences) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - analyse trimestrielle pour débit journalier, pH, MES, DBO5, DCO, azote global, phosphore total, AMPA et glyphosate, - analyse annuelle pour SEH. <p>Dans GIDAF, l'exploitant a bien déclaré 4 analyses trimestrielles entre mars 2023 et mars 2024. Il a fourni les rapports d'analyse du laboratoire pour ces analyses.</p> <p>Toutefois, les analyses réalisées en 2023 n'ont pas porté sur les paramètres AMPA et glyphosate.</p> <p>Par ailleurs, le site est soumis à l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 pour la rubrique 2921 à enregistrement pour ses installations de refroidissement. Cet arrêté demande des analyses complémentaires (cf. article 60), qui ne sont pas à transmettre dans GIDAF, mais à tenir à disposition sur site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - analyse trimestrielle en AOX, THM, chlorures, bromures, - analyse annuelle en arsenic, fer, cuivre, nickel, plomb, zinc, - analyse des rejets spécifiques aux produits de décomposition des biocides utilisés ayant un impact sur l'environnement. <p>Dans les rapports d'analyses trimestrielles présentés (sur le mélange eaux industrielles et eaux vannes), l'exploitant a fait réaliser les analyses en AOX, cuivre, et zinc, mais pas en THM, chlorures,</p>

bromures, arsenic, fer, nickel. L'exploitant a transmis par ailleurs des analyses directement sur l'eau des TAR mais qui n'ont porté que sur pH et turbidité.

L'article 60 prévoit toutefois que « les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques, notamment les analyses, permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation ». Néanmoins, l'exploitant n'était pas en mesure de présenter les justificatifs d'absence de suivi lors de l'inspection.

Demande n°1 : Les analyses réalisées en 2023 n'ont pas porté sur les paramètres AMPA et glyphosate. L'exploitant doit justifier l'absence de suivi de ces paramètres ou les prévoir dès les prochaines analyses (la fréquence de suivi de ces paramètres, prescrite par arrêté préfectoral, peut être révisée à la baisse si les flux mesurés pendant 1 an sont inférieurs aux flux limites de l'arrêté).

Demande n°2 : Les analyses demandées à l'article 60 de l'arrêté ministériel pour la rubrique 2921 doivent porter uniquement sur les eaux des TAR pour éviter la dilution avec d'autres eaux. Elles doivent porter sur les paramètres cités dans l'arrêté ministériel sauf justificatifs cités à l'article 60. L'exploitant doit se positionner sur la liste des paramètres à suivre .

Constats du 04/11/2024 :

L'exploitant a transmis les rapports d'analyses du 28/03/2024 et du 12/06/2024. Il indique être dans l'attente des résultats d'analyse des prélèvements du 10/09/2024. Il souligne que les délais de remise des rapports de mesure par son prestataire APAVE sont très longs (jusqu'à 3 mois pour les mesures de mars 2024).

Le paramètre AOX a été mesuré sur ces 2 campagnes.

L'AMPA et le glyphosate n'ont été mesurés qu'en mars 2024, pas en juin 2024.

Le THM, les bromures et les chlorures ne sont pas mesurés trimestriellement.

Le cuivre et le zinc ont été mesurés en mars 2024. Cependant, seuls les métaux totaux ont été mesurés, pas les métaux arsenic, fer, nickel, plomb en fréquence annuelle.

Les analyses sur les produits de décomposition des biocides utilisés ayant un impact sur l'environnement ne sont pas réalisées annuellement.

L'exploitant n'a pas justifié de l'absence de suivi des paramètres AMPA et glyphosate.

Il indique avoir mis en place un point de prélèvement d'eau en sortie des TAR. Cependant, il n'y a pas de point de mesure de débit prévu. Les analyses sont donc réalisées sur le point de rejet global site.

L'exploitant indique qu'il va opérer les modifications adéquates permettant de réaliser une mesure de débit sur les rejets en sortie des TAR.

Un contrôle inopiné des rejets aqueux a été réalisé le 01/07/2024. Celui-ci porte notamment sur l'arsenic, cuivre, zinc, fer, nickel, plomb, THM, AOX.

Le tétrakis(hydroxyméthyl)phosphonium (produit de décomposition des produits de traitement des TAR) n'a pas été analysé malgré la demande de l'inspection.

Les bromures et les chlorures n'ont pas été contrôlés (non demandés dans l'annonce du contrôle

<p>inopiné). A noter que, lors de la précédente visite de mars 2024, l'inspection n'a pas pris le bon référentiel réglementaire : le site est soumis à déclaration au titre de la rubrique 2921 et l'arrêté ministériel applicable est celui du 14/12/2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la <u>déclaration</u> au titre de la rubrique n° 2921. Cet arrêté ne prévoit pas la mesure trimestrielle des chlorures et des bromures (disposition uniquement pour les TAR à enregistrement). Ce point est donc devenu sans objet.</p> <p>En conclusion, l'exploitant ne respecte pas la fréquence d'analyse trimestrielle pour l'AMPA, le glyphosate et le THM. La fréquence d'analyse annuelle pour les métaux est respectée via le contrôle inopiné. Les fréquences d'analyse pour les macropolluants (pH, température, DCO, DBO5, MES, Azote global, phosphore total, SEH) sont respectées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit réaliser les mesures aux fréquences d'analyse prévues par la réglementation pour les paramètres suivants : AMPA, glyphosate, THM. En l'absence de mesures pour l'AMPA et le glyphosate au mois de juin 2024, les mesures doivent être réalisées trimestriellement jusqu'en juin 2025 afin d'avoir la vision des rejets sur une année complète.</p> <p>Il veillera à réaliser une fois par an des prélèvements avec mesure de débit en sortie des TAR pour les prochaines analyses tel que prévu à l'article 9.6.11 de l'arrêté préfectoral du 21/12/2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>

NC2_2024 - Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 13/05/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 21-II « Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté. »</p> <p>Article 58-IV « Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p>

Constats :

Constats de mars 2024

Les déclarations dans GIDAF sur les 12 derniers mois ne font pas apparaître de dépassement.

Toutefois, la consultation des quatre rapports complets d'analyses trimestrielles montrent des dépassements :

- en pH : le pH moyen déclaré dans GIDAF ne dépasse pas les valeurs limites mais le détail des mesures sur 24 h montrent des dépassements de la fourchette 5,5-8,5 qui ne s'applique pas qu'au pH moyen mais à l'ensemble du rejet (article 4.4.7. de l'AP du 21/12/2023) : 5,3 à 10,82 pour l'analyse du 20 au 21 mars 2023, 5,85 à 11,15 pour l'analyse du 7 au 8 juin 2023, 2,88 à 10,82 pour l'analyse du 13 au 14 septembre 2023, et 4,29 à 9,56 pour l'analyse du 6 au 7 décembre 2023 ;
- en température : les températures maximales sur les 4 analyses en 2023 montrent des pics à respectivement 47,8 °C, 56,4 °C, 48 °C et 35,9 °C.

L'exploitant a expliqué que ces dépassements sont liés aux phases de nettoyage en fin de journée quand se cumulent le rejet du NEP et celui de la laveuse.

Demande n°3 : L'exploitant doit proposer des actions correctives organisationnelles et/ou techniques pour garantir le respect des valeurs limites en pH et température.

Constats du 04/11/2024

L'autorisation spéciale de déversement du 15/05/2024 prévoit la mise en conformité du pH et la température d'ici le 30/06/2026 (pas de majoration pendant cette période).

Le rapport de mesures du 12/06/2024 indique les écarts suivants :

- pH minimum (4,5) < à la limite (5,5)
- pH maximum (9,95) > à la limite (8,5)
- Température maximum (36,2°C) > à la limite (30°C)

Le rapport de mesures du 28/03/2024 indique les écarts suivants :

- pH minimum (4,6) < à la limite (5,5)
- pH maximum (12,3) > à la limite (8,5)
- Température maximum (43,8°C) > à la limite (30°C)
- hydrocarbures totaux (7,9 mg/L) > VLE (5 mg/L)

L'analyse des causes et le plan d'actions n'est pas saisi dans GIDAF.

Lors du contrôle inopiné du 01/07/2024, il a été constaté que les résultats suivants sont non-conformes :

pH (5,3 et 11,1) > aux valeurs limites

température (46,2°C) > à la valeur limite de 30°C

MES (1060 mg/L) > à la VLE (900 mg/L) et le flux mesuré (54,9 kg/j) > au flux maxi (54 kg/j)

DCO (2480 mg/L) > à la VLE (2200 mg/L)

DBO5 (1880 mg/L) > à la VLE (1200 mg/L) et le flux mesuré (97,4 kg/j) > au flux maxi (72 kg/j)

Les hydrocarbures totaux sont conformes (4,9 mg/L) mais la valeur mesurée est très proche de la valeur limite (5 mg/L).

L'exploitant a transmis un plan d'actions concernant le pH, la température et les macropolluants (nouveau tunnel de lavage, réglages de la période de fonctionnement du NEP, rappel des consignes de bonnes pratiques pour les nettoyages auprès du personnel). Néanmoins, aucun plan d'actions n'a été mis en place pour les émissions d'hydrocarbures totaux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en œuvre son plan d'actions pour respecter les valeurs limites de pH, température, DCO et MES d'ici le 31/12/2024.

Un plan d'actions doit être transmis concernant la mise en conformité sur le paramètre hydrocarbures. Une analyse des causes sera également transmise d'ici le 31/12/2024.

Les analyses des causes et plan d'actions doivent être renseignés sous GIDAF à chaque dépassement et pour chaque paramètre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

NC3_2024 - Entretien des séparateurs hydrocarbures sur les eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43-II

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 13/05/2024

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Cette disposition ne concerne pas les aires de stationnement des véhicules exclusivement légers.

Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :**Constats de mars 2024**

Les eaux pluviales du parking sont envoyées vers deux séparateurs d'hydrocarbures puis infiltrées via des puits d'infiltration.

Par courriel du 3 avril 2024, l'exploitant a transmis un relevé d'entretien d'un des deux séparateurs (n°2 - nord) : entretien réalisé le 25 mai 2022 pour un changement de flotteur.

Il a également transmis un BSD pour l'évacuation le 2 avril 2024, après la visite, de 3 tonnes d'eaux hydrocarburées.

Ces informations ne permettent pas de vérifier que les deux séparateurs sont correctement entretenus, à une fréquence suffisante.

Demande n°4 : Le respect de la valeur limite en hydrocarbures sur les eaux pluviales repose sur le bon entretien des séparateurs. L'exploitant doit définir, comme prévu à l'article 43-II de l'arrêté ministériel du 02/02/1998, un protocole d'entretien avec des opérations de contrôle et de nettoyage des équipements à une fréquence adaptée aux flux et à la capacité de l'équipement. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats du 04/11/2024

L'exploitant a présenté le rapport d'intervention de la société SARP du 02/04/2024 pour le nettoyage/curage du débourbeur-séparateur d'hydrocarbures côté nord (vérification de l'obturateur automatique OK). La justification de l'entretien du débourbeur-séparateur Sud n'a pas été transmise.

La fiche technique du débourbeur-séparateur d'hydrocarbures Nord a été présentée : elle prévoit une concentration du rejet en hydrocarbures > 5mg/L. La note de calcul justifiant du dimensionnement et le modèle (dimensions) mis en place n'ont pas été présentés.

La fiche technique du débourbeur-séparateur d'hydrocarbures Sud ne précise pas la concentration maximale des rejets en hydrocarbures totaux après traitement. La note de calcul justifiant du dimensionnement du séparateur Sud et le modèle (dimensions) mis en place n'ont pas été présentés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit également justifier de l'entretien du débourbeur-séparateur d'hydrocarbures Sud d'ici le 31/12/2024.

Les notes de calculs et les modèles mis en place doivent être transmis d'ici le 31/12/2024. Des éléments complémentaires doivent être apportés concernant la concentration maximale en hydrocarbures totaux en sortie du séparateur Sud d'ici le 31/12/2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant